

## SAUVETAGE DU SYSTÈME BANCAIRE AMÉRICAIN

# Les démocrates et les républicains pas d'accord

**La réunion des responsables du Congrès américain autour du président George W. Bush et des deux prétendants à sa succession, John McCain et Barack Obama, n'a pas permis jeudi d'aboutir à un accord sur le sauvetage du système bancaire américain.**

Cette réunion, exceptionnelle, était consacrée aux 700 milliards de dollars que l'administration Bush souhaite injecter dans le système bancaire. Juste avant la rencontre, des parlementaires avaient annoncé les grandes lignes de l'accord auquel ils travaillent depuis près d'une semaine.

Le président de la commission bancaire du Sénat, Christopher Dodd, a annoncé que les négociateurs des deux partis allaient soumettre le texte de leur accord à leurs collègues et aux responsables du département du Trésor.

La présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a rapporté que la Maison Blanche avait donné son accord aux principes que les démocrates souhaitent incorporer au plan, notamment l'indulgence envers les propriétaires immobiliers insolvables et la limitation des indemnités des dirigeants bancaires.

Les démocrates ont dévoilé jeudi un projet de sauvetage de 56,2 milliards de dollars en faveur des familles frappées par la

crise financière. A l'ouverture de la réunion, George Bush avait indiqué qu'il espérait «parvenir à un accord très rapidement».

Mais l'influent sénateur républicain Richard Shelby a assuré qu'il n'y avait toujours pas d'accord, dénonçant «des failles» dans le plan présenté au Congrès par le secrétaire au Trésor

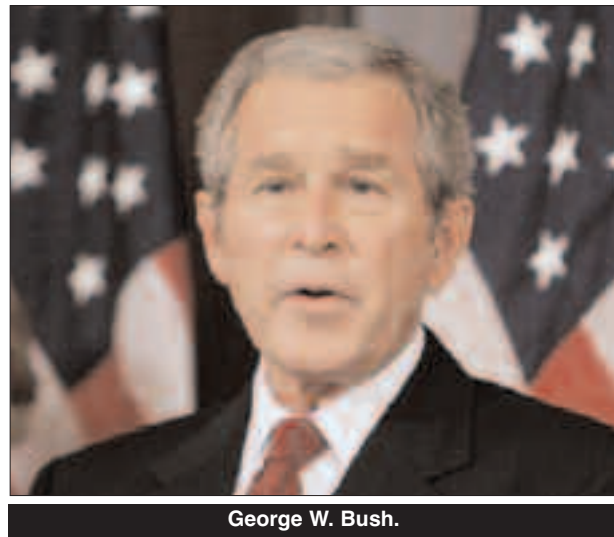
Henry Paulson. «Même si le plan Paulson marchait parfaitement, ce dont doutent beaucoup de gens y compris près de 200 économistes, il ne stimulerait pas le crédit, il n'aiderait pas les propriétaires immobiliers et ne relancerait pas l'économie», a-t-il asséné.

«Nous ne sommes pas tombés dans cette situation en quelques jours et nous n'en sortirons pas non plus en quelques jours», a-t-il ajouté. Je pense que nous finirons par avoir un accord mais il reste du travail à faire», a déclaré le candidat

démocrate à la présidentielle, Barack Obama. Son adversaire républicain, qui a annoncé mercredi la suspension de sa campagne électorale pour se consacrer à la crise financière, a assuré qu'il n'y avait «jamais eu d'accord».

«Mais je pense que la rencontre était importante pour faire avancer le processus», a déclaré M. McCain, pourtant accusé par le chef de la majorité démocrate du Sénat, Harry Reid, de n'avoir «fait que perturber le processus».

C. B. / Agences de presse



George W. Bush.

Photo: DR.

## LA CRISE FINANCIÈRE S'AGGRAVE

# Les Bourses broient encore du noir

**La crise financière donnait de nouveaux signes d'aggravation hier vendredi avec la fermeture dans la nuit de la banque américaine Washington Mutual tandis que l'inquiétude croissait sur les marchés faute de progrès sur le plan de sauvetage américain.**

Autre signe de tension, plusieurs grandes banques centrales ont simultanément annoncé hier matin de nouvelles mesures visant à s'échanger entre elles plus facilement des liquidités afin d'alimenter leurs systèmes bancaires respectifs.

Washington Mutual, que l'on savait en difficulté, a été fermée jeudi soir par les autorités américaines qui ont

décidé de faire racheter une partie de ses activités par JP Morgan Chase. WaMu, basée à Seattle (ouest), était la sixième banque américaine par les actifs. Elle a été particulièrement touchée par la crise du secteur du logement. Les marchés financiers continuent par ailleurs de vivre au rythme des négociations sur le plan de sauvetage bancaire en dis-

cussion entre le gouvernement américain et la majorité démocrate du Congrès. Alors qu'un accord semblait proche jeudi dans la journée, le pessimisme était de mise dans la soirée à Washington. Conséquence, les Bourses, qui avaient fortement progressé la veille, repartaient à la baisse vendredi matin en Asie et en Europe.

Londres, qui avait fait un bond de 1,99% la veille, perdait 1,07% vendredi. De la même manière, le CAC-40 parisien chutait de plus de 1% après une hausse spectaculaire de 2,73% jeudi.

A Tokyo, le Nikkei a clôturé

hier en baisse de 0,94%. Les marchés américains n'avaient pas eu le temps de réagir au blocage des négociations politiques à Washington. L'indice Dow Jones a terminé jeudi sur une forte hausse de 1,82%. Hier matin, la Réserve fédérale américaine, la Banque centrale européenne et leurs homologues britannique et suisse ont annoncé une extension de leurs accords exceptionnels, dits de «swap», mis en place pour faire face à la crise.

Plusieurs milliards de dollars supplémentaires pourront ainsi circuler pour soula-

ger les banques qui ne trouvent pas les fonds nécessaires pour boucler leurs comptes chaque jour.

Sur le marché interbancaire, les taux ont en effet fortement augmenté depuis plusieurs jours, traduisant l'inquiétude généralisée et rendant plus cher l'argent pour les banques.

En Europe, l'attention se concentrait sur le grand groupe de banque et d'assurance belgo-néerlandais Fortis, objet de rumeurs depuis plusieurs jours et dont le cours a fortement chuté.

C. B. / Agences de presse

## PACTE SUR L'IMMIGRATION

### ET L'ASILE

# Bruxelles veut le beurre, l'argent du beurre et le consentement de la crémière

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Même s'ils s'en défendent en disant du pacte sur l'immigration et l'asile», adopté avant-hier, qu'il n'est pas «contraignant», les «27» ne trompent plus personne. C'est la ligne dure, ultra qui l'a emporté dans le consensus. C'est l'immigration choisie, c'est-à-dire le pompage, à l'infini, des universitaires, chercheurs et toutes les compétences des pays exportateurs d'émigrés qui a primé.

Cela est, d'ailleurs, consigné noir sur blanc dans le fascicule approuvé le 27 du mois en cours. «Les Etats membres, est-il docement écrit, ont convenu d'une série de mesures pour attirer des spécialistes hautement compétents dans les pays tiers...»

Cette doctrine est, en plus, assise sur d'autres conditions draconiennes. La «lutte contre l'immigration clandestine» s'est, vu, tout naturellement, renforcée pour devenir presque une aussi grande priorité que la lutte antiterroriste. Les ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'UE ont, aussi, inscrit dans le marbre juridique, voire juridictionnel le renforcement «des mesures de contrôle à la frontière». Ainsi que, pour que nul n'en ignore, «la coordination de la politique d'octroi de l'asile».

Le pacte européen sur «l'immigration et l'asile» sera soumis aux leaders de l'Union au mois d'octobre prochain. Sans doute lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la mi-octobre dans la capitale euro-belge, Bruxelles.

A. M.

# L'Algérie à l'abri même si...

**L'Algérie reste à l'abri de la crise financière qui s'aggrave selon le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci.**

Ce dernier a récemment estimé que la gestion prudente des réserves officielles de change ainsi que la diversification des devises de placement permettent de faire face, dans une grande mesure, aux turbulences des marchés financiers internationaux.

De l'avis de Mohamed Laksaci, la forte appréciation de l'euro par rapport au dollar aurait eu un important

effet de valorisation de la dette extérieure avec un effet négatif sur le budget de l'Etat, si les remboursements par anticipation n'avaient pas été conduits avant l'avènement de la crise financière internationale.

Egalement, il a constaté que la Banque d'Algérie a poursuivi la stabilité du taux de change effectif réel du dinar, malgré la volatilité sur

les marchés financiers, monétaires et des changes et la résurgence de l'inflation au niveau mondial, notamment dans les pays partenaires de l'Algérie.

Pour Mohamed Laksaci, le niveau important des réserves de change et la stabilité du taux de change effectif et réel du dinar constituent, donc, pour notre pays «une double garantie face à ce type de choc externe».

Néanmoins, le gouverneur de la Banque d'Algérie avait lié cette garantie au

développement des exportations hors hydrocarbures.

Pour Mohamed Laksaci, l'économie algérienne doit relever le défi de «préserver la viabilité à moyen et long terme de la balance de paiement à travers une compétitivité externe hors hydrocarbures».

La politique du taux de change doit être accompagnée par d'autres mesures de politique économique visant à accroître la productivité et la diversification économique.

C. B. / Agences de presse

## PÉTROLE

# Les cours perdaient 3 dollars hier

**Les cours du pétrole perdaient près de trois dollars, hier matin, plombés par les inquiétudes sur le système bancaire américain.**

Sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre s'échangeait à 101,92 dollars, cédant 2,68 dollars par rapport à son cours de clôture de jeudi.

A New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de light sweet crude pour la même échéance s'échangeait à 105,06 dollars, lâchant 2,96 dollars.

Depuis le dépôt de bilan de la banque Lehman Brothers il y a deux semaines, les cours du pétrole ne fluctuent plus en fonction de l'offre et la demande mais au gré des inquiétudes sur le système bancaire américain et des incertitudes entourant son renflouage par l'administration américaine.

Or, l'inquiétude est remontée d'un cran jeudi soir après la fermeture du groupe financier Washington Mutual par les autorités américaines.

Celles-ci ont organisé le transfert immédiat de ses seules activités bancaires à son concurrent JPMorgan Chase pour 1,9 milliard de dollars.

L'annonce de la fermeture de Washington Mutal par les autorités américaines, dans ce qui est la plus grande faillite bancaire des Etats-Unis, a fait chanceler la confiance sur les marchés, malgré la note positive apportée par la reprise des activités de banque de dépôt par JP Morgan, a commenté un analyste.

Dans un contexte d'extrême défiance, les échanges pétroliers se caractérisent actuellement par des volumes réduits et une forte volatilité, l'un et l'autre étant liés, plus les transactions sont rares, plus elles ont d'impact.

C. B. / Agences de presse